

## **NON À LA MISE SOUS TUTELLE DES DÉPARTEMENTS RÉFRACTAIRES DE PARIS 1 ET PARIS 3 À PARCOURSUP !**

Alors que les premiers résultats de Parcoursup, connus depuis le 22 mai sont catastrophiques, le gouvernement s'entête à appliquer une réforme qui – outre la croissance des inégalités et de la hiérarchisation des formations – entérine l'exclusion de tout un pan des lycéen.ne.s des études supérieures.

**Dès le lendemain 23 mai, Frédérique Vidal a décidé de mettre sous tutelle les départements des universités Paris1 (UFR de philosophie) et Paris 3 (UFR de cinéma et d'espagnol pour le moment) qui ont continué à refuser de sélectionner et classer les dossiers Parcoursup malgré les pressions** – s'opposant à une loi qu'ils jugeaient inadaptée et contraire aux missions d'enseignement de l'université. C'est donc au rectorat de Paris que revient la responsabilité de nommer une commission d'examen des vœux pour imposer le classement des dossiers, faisant fi du positionnement de ces universitaires.

**Cette mise sous tutelle ainsi que la répression accrue des lycéen.ne.s, parent.e.s d'élèves, étudiant.e.s et personnels enseignant et administratif est une étape de plus vers la mise au pas des universités** – rien que dans les dernières semaines, plusieurs centaines d'arrestations arbitraires à Paris lors des manifestations du 1<sup>er</sup>, du 22 et du 26 mai. Méprisant les fonctionnements collégiaux déjà bien grippés des conseils universitaires, l'autonomie proclamée n'est qu'une façade permettant de réduire les investissements publics dans l'éducation. Les universitaires et leurs instances n'ont plus qu'à devenir des exécutant.e.s silencieux.se.s des politiques néo-libérales gouvernementales, sous peine de répression !

La mise sous tutelle a bien souvent été plus insidieuse : pour plusieurs formations opposées au classement, ce sont les présidences qui se sont chargées de sélectionner, dans l'opacité la plus totale. Le président de l'Université Paris 1, après être passé outre les décisions de la CFVU qui refusait la mise en place de la sélection, a exercé des pressions sur les différents départements qui continuaient à

s'opposer aux réformes, aidée la plupart du temps par les directions des UFR (votes excluant les personnels non-titulaires, éviction des comités de sélection de tout.e.s personnes n'ayant pas une volonté d'appliquer la réforme, convocation de commissions exceptionnelles en urgence la semaine du 14 mai, refus de communiquer les critères de sélections retenus...). Ce refus d'entendre les voix de la communauté universitaire a déclenché ailleurs une vague de démission des fonctions administratives, comme à Bordeaux, ou encore à Paris 3 après la mise sous tutelle.

**Dans le même temps, à Paris 1, le président Georges Haddad affirme sa volonté de poursuivre étudiant.e.s et enseignant.e.s pour leur opposition à Parcoursup, et leur participation à la non tenue des partiels dans des conditions catastrophiques.** Poursuivre des enseignant.e.s non soumis.e.s au devoir de réserve pour leur positionnement contre une réforme, ce serait une première, qui en dit long sur l'autonomie réelle de l'enseignement et de la recherche aujourd'hui.

Ces mesures se révélant cependant incapables d'empêcher les contestations, le ministre de l'enseignement et de la recherche passe aujourd'hui à la vitesse supérieure, s'octroyant le droit d'appliquer la sélection en instaurant la mise sous tutelle des réfractaires qui ont tenu bon.

**Nous nous opposons à la mise sous tutelle des UFR et des universités, et appelons de nouveau les enseignant.e.s à refuser d'assurer toutes leurs fonctions administratives et à refuser de siéger. Nous demandons l'arrêt immédiat des poursuites judiciaires et administratives visant des personnes mobilisées.**

**Nous demandons le retrait de la loi ORE et du projet de loi sur la réforme du baccalauréat et des lycées. Nous demandons des moyens pour faire fonctionner nos formations et accueillir tou.te.s celles et ceux qui le souhaitent, afin d'assurer notre mission de service public pour un enseignement pour tou.te.s.**

**ORGANISONS LA RÉSISTANCE,  
POUR UNE OUVERTURE SOCIALE DE L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR !**